



# PROPOSITIONS - ÉLECTIONS FÉDÉRALES 2015

SEPTEMBRE 2015

## PROPOSITIONS - ÉLECTIONS FÉDÉRALES 2015

### **SOUTIEN AUX ENTREPRISES**

À l'instar des entreprises privées à capital-actions, les entreprises collectives sont présentes dans un ensemble de secteurs et se verraient renforcées par un accès accru aux mesures destinées à la PME.

Toutefois, les règles et contraintes de ces programmes limitent parfois ou même bloquent l'admissibilité des entreprises collectives de statut coopératif et OBNL. Il s'agit d'une situation discriminatoire pour les entrepreneurs qui choisissent la voie de l'économie sociale. Dans de nombreux secteurs où l'économie sociale est en pleine expansion, il y a urgence d'agir pour soutenir la croissance de ces entreprises.

#### **PROPOSITION**

- Que le prochain gouvernement du Canada s'engage à ouvrir l'ensemble des programmes de soutien à la PME aux entreprises d'économie sociale.

### **MARCHÉS PUBLICS**

Le gouvernement du Canada et les différents ministères et organismes qui y sont rattachés jouent un rôle structurant dans l'économie par le biais de leurs achats en produits et services. Ce rôle se doit d'être renforcé pour intégrer des enjeux sociaux et environnementaux dans les critères des choix de produits et services. Parmi les initiatives en ce sens, mentionnons le programme L'économie sociale, j'achète! du gouvernement du Québec, ainsi que les démarches de nombreux pays européens depuis les années 1990 qui se sont donnés des moyens pour y arriver, incluant le gré à gré, les marchés réservés, les clauses sociales et d'autres formes de partenariats public-collectivités.

#### **PROPOSITION**

- Que le prochain gouvernement du Canada s'engage à favoriser l'inclusion de critères sociaux et environnementaux dans les achats gouvernementaux et les appels d'offres et à soutenir des initiatives visant à sensibiliser, informer et accompagner les pouvoirs publics et les grands acheteurs quant à l'importance de favoriser les achats auprès des entreprises d'économie sociale.

## ACCÈS AU CAPITAL

Un accès à du capital de développement sous forme de capital de risque ou d'autres produits financiers est stratégique pour toute entreprise, incluant les entreprises d'économie sociale. Par contre, compte tenu des spécificités de cette forme d'entreprise, notamment liées à la propriété collective, à ses actifs inaliénables et aux missions qui dépassent le simple rendement financier, il a été nécessaire d'élaborer une autre vision de l'investissement en entreprise qui s'incarne dans les principes de la finance sociale et solidaire. Les acteurs de l'économie sociale et de la finance responsable sont déjà très actifs dans ce domaine et travaillent à multiplier les occasions d'investissement par des partenaires privés. Cependant, afin de maximiser ce potentiel, il est essentiel que le gouvernement du Canada continue de jouer son rôle de partenaire financier de diverses manières.

### PROPOSITIONS

Que le prochain gouvernement du Canada s'engage à:

- Rétablir le crédit d'impôt pour les fonds de travailleurs;
- Soutenir, par divers moyens, le développement de fonds d'investissement dédié aux entreprises collectives;
- Assurer un cadre réglementaire adapté pour favoriser l'investissement des fondations dans la finance sociale;
- Mettre en place des mesures fiscales pour encourager l'investissement de proximité dans des initiatives d'économie sociale.

## INFRASTRUCTURES

Les entreprises d'économie sociale sont des partenaires privilégiés des municipalités car elles sont actives dans de multiples secteurs reliés aux responsabilités municipales: loisirs, culture, gestion des matières résiduelles, tourisme, habitation, etc. Or, les municipalités ont exprimé clairement la nécessité d'accroître les investissements en infrastructures afin de pouvoir assurer la qualité de vie désirée par leurs citoyens.

### PROPOSITION

- Que le prochain gouvernement du Canada s'engage à augmenter les transferts aux provinces pour l'investissement dans des infrastructures communautaires et sociales en partenariat avec les acteurs de l'économie sociale.

## HABITATION COMMUNAUTAIRE

À l'échelle canadienne, plus 1 552 000 ménages ont des besoins impérieux en habitation parce qu'ils vivent dans des logements inadéquats ou trop coûteux, selon la Société canadienne d'hypothèques et de logement. Pour une part croissante de la population, le logement constitue une portion toujours plus importante de son budget. Quatre ménages locataires canadiens sur dix consacrent plus de 30 % de leur revenu au loyer.

### PROPOSITIONS

Que le prochain gouvernement du Canada s'engage à :

- Maintenir le 1,7 milliard \$ que la SCHL consacre annuellement au financement à long terme du parc actuel de logements sociaux, et ce, de manière à continuer à en assurer l'accessibilité financière aux ménages à plus faible revenu et à les conserver ou les remettre en bon état;
- Prévoir un budget supplémentaire substantiel permettant la réalisation de nouveaux logements sociaux et communautaires;
- Augmenter le budget de la Stratégie des partenariats de lutte contre l'itinérance, en favorisant à nouveau la diversité d'approches nécessaires à la prévention et à la réduction de ce phénomène.

## ASSURANCE-EMPLOI ET DÉVELOPPEMENT DE LA MAIN-D'ŒUVRE

Les entreprises d'économie sociale sont créatrices d'emploi de qualité et plusieurs d'entre elles visent notamment l'intégration socio-professionnelle des personnes en situation d'exclusion. Bien que le développement de la main-d'œuvre doive demeurer sous la responsabilité des provinces, le gouvernement fédéral a un rôle majeur sur le plan financier par le biais du programme d'assurance-emploi. Si le renouvellement de l'entente du marché du travail, en 2014, confirme l'importance de cette contribution, le gouvernement fédéral s'est retiré en grande partie du financement des mesures destinées à la formation de base et à l'alphabétisation et les dernières modifications au programme d'assurance-emploi, s'ajoutant aux précédentes, ont eu un impact dévastateur sur les personnes, les organismes du milieu et les régions, notamment celles avec une forte composante d'économie saisonnière.

### PROPOSITION

- Que le prochain gouvernement du Canada s'engage à réformer la Loi sur l'assurance-emploi au bénéfice des chômeurs et du développement des territoires et à rétablir le financement de la formation de base et de l'alphabétisation.

## GOVERNANCE

Par sa nature, l'économie sociale est, à sa base, un dossier économique mais elle intègre également des dimensions sociales, culturelles et environnementales. Ainsi, son développement interpelle une diversité de ministères et d'organismes gouvernementaux. Il faut ainsi un responsable politique qui peut à la fois établir les liens entre les différents ministères et organismes fédéraux et les maintenir. Par ailleurs, la création d'une Table des partenaires en économie sociale reflétant les principes démocratiques de ce mouvement permettrait également de renforcer et refléter les valeurs d'un dialogue constant avec les représentants de la société civile actifs dans ce domaine.

### PROPOSITION

- Que le prochain gouvernement du Canada nomme un secrétaire parlementaire à l'économie sociale et mette sur pied une Table des partenaires en économie sociale pour travailler avec le gouvernement sur l'évolution et l'adaptation de politiques publiques

## INTERNATIONAL

L'économie sociale et solidaire représente un vecteur de développement pour un nombre croissant de pays du Nord et du Sud. La création d'un Groupe inter-agences des Nations Unies sur l'économie sociale et solidaire impliquant 18 agences des Nations Unies est une indication de l'importance de ce mouvement. Les expériences québécoises et canadiennes d'économie sociale servent souvent de modèles pour d'autres pays et, en collaboration avec des organisations de coopération internationale, les acteurs de l'économie sociale d'ici sont appelées à soutenir le renforcement la capacité des partenaires du Sud. De plus, les expériences dans d'autres pays servent fréquemment d'inspiration pour le développement d'initiatives ici.

### PROPOSITION

- Que le prochain gouvernement du Canada s'engage à soutenir les échanges entre les acteurs canadiens de l'économie sociale et leurs partenaires sur d'autres continents afin de renforcer les pratiques ici et ailleurs.
- Que le prochain gouvernement du Canada facilite la contribution des organisations canadiennes de l'économie sociale aux initiatives internationales dans le domaine de l'entrepreneuriat, de la lutte à la pauvreté et le développement socio-économique des pays.



Production  
Chantier de l'économie sociale,  
Septembre 2015  
[chantier.qc.ca](http://chantier.qc.ca)

